

### Faits et chiffres (Sources : OCHA)

Population totale  
**4.7 millions**, dont

Dépendant de l'aide humanitaire  
**2.6 millions**

Besoin de protection  
**2.1 millions**

Besoin de santé  
**2.2 millions**

Besoin alimentaire  
**2.1 millions**

Besoin sanitaire  
**2.35 millions**

Besoin d'éducation  
**1.1 millions**

Plan de Réponse Humanitaire  
**401 millions de USD**  
Financé en 2019 - **69%**

**Aide humanitaire suisse - 2020**  
**CHF 6.57 millions**, dont :

- CHF 2.75 M pour le CICR
- CHF 1.50 M pour le PAM
- CHF 2.32 M bilatérales ONG

Engagement précédent :  
2019 : CHF 9.08 M

### Contexte

La population centrafricaine est lourdement affectée par une **grave crise humanitaire** qui s'est progressivement intensifiée à partir de l'avènement du conflit armé en 2013. Cette situation impacte directement les conditions des Centrafricains ainsi que leur sécurité physique et santé mentale. Malgré les espoirs soulevés par la signature de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation en 2019 et la diminution conséquente des affrontements directs entre groupes armés, les violences ont perduré tout au long de l'année, entraînant pertes humaines, souffrances et déplacements. Début 2020, encore **55% de la population est dans le besoin** de l'un ou l'autre des services humanitaires. Les déplacés internes sont encore 600'000, et malgré quelques milliers de retours, les pays voisins accueillent encore 600'000 réfugiés. L'ONU demande à la communauté internationale 401 millions USD pour 161 agences (ONU & ONGs confondues).

Au-delà des statistiques, la crise est **plus que jamais une crise de protection**, tant l'intégrité physique et les droits humains des centrafricain-e-s sont éprouvés au quotidien. Malgré une diminution conséquente des affrontements directs entre groupes armés, les violences prédatrices perdurent. On comprend dès lors que 42% des ménages du pays craignent pour la sécurité de leurs enfants. **Les filles et les femmes sont particulièrement vulnérables, notamment de violences basées sur le genre**. Il en va de même pour les risques de protection pesant sur les enfants - victimes directes du conflit : séparation, recrutement, trafic et travaux, déscolarisation, violences sexuelles et mariages pour les petites filles.

Enjeu préexistant au conflit, le manque structurel d'accès aux services de base est un facteur aggravant et il explique la dépendance des populations aux services humanitaires. **La santé est sous pression**, et les infrastructures sanitaires sont la cible d'attaques quand elles ne sont pas abandonnées : 19 attaques durant le premier semestre 2019 et 237 structures (39%) partiellement ou totalement détruites. **L'insécurité alimentaire reste une problématique aigüe** avec 1.6 million de personnes en situation de crise alimentaire, les limites d'accès aux terres cultivables, un enclavement géographique, la faible circulation des biens, la fonctionnalité des marchés, alors que 75% de la population vit du secteur agricole. **L'accès à l'eau est lui aussi un facteur aggravant**, de nombreuses infrastructures ont été abandonnées, l'indisponibilité de pièces de rechange, la contamination de certains points d'eau, créent des risques hydriques importants.



©DDC, cantines scolaires, Paoua, fév. 2020

Classé avant-dernier mondial sur l'IDH, l'extrême pauvreté et le sous-développement renforcent la plupart des conséquences humanitaires, et explique également que, en dépit de l'assistance fournie, les vulnérabilités demeurent car leurs racines structurelles ne sont pas adressées. Pour parer à cet état de fait dramatique, des efforts intersectoriels considérables sont entrepris pour juguler ensemble la crise et **renforcer une action en « nexus » de l'aide humanitaire** et de la fourniture de services essentiels, du renforcement de la résilience vers le développement **et la consolidation du processus de paix**. Ainsi, et malgré la fragilité de la situation, la **combinaison des réponses humanitaire, de développement et de paix** vont permettre un transfert progressif des responsabilités aux autorités centrales et locales, ultimes responsables de la protection de la population et de la fourniture de services sociaux.

## Contribution humanitaire suisse

Depuis le début de la crise fin 2012, l'Aide humanitaire suisse (AH) soutient différentes opérations d'urgence en République centrafricaine (RCA) à hauteur de **CHF 53 millions** jusqu'à fin 2019. Pour 2020, CHF 6.57 millions sont en ce moment prévus. L'AH s'engage en RCA avec des contributions à des partenaires multilatéraux (ONU et CICR), ainsi qu'à travers des contributions financières bilatérales, particulièrement dans les secteurs de la **protection des civils et du respect du Droit International Humanitaire, de la santé et de la nutrition.**

Organisations	2020
Comité International de la Croix-Rouge	2'750'000
Programme Alimentaire Mondial	1'500'000
Fonds humanitaire (ONU & ONG)	800'000
Réponse Rapide (UNICEF & ONG)	700'000
Comité de Coordination des ONG	100'000
Sécurité des ONG (INSO)	180'000
Divers ONG	540'000
<b>TOTAL RCA</b>	<b>CHF 6.57 mio</b>
Les activités de l'AH en RCA sont coordonnées depuis l'Ambassade à Yaoundé, au Cameroun, par un conseiller humanitaire du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) qui se déplace régulièrement en RCA.	

En 2019, après six années d'intervention, l'AH a élaboré des guidelines pour son futur engagement en RCA, mettant la priorité sur les mécanismes de financement. Ainsi, l'AH continue à contribuer au Fonds humanitaire, géré par OCHA/PNUD qui couvre l'ensemble de la réponse humanitaire en RCA, et pour faire face à la situation volatile et permettre aux organisations de répondre dans l'urgence de chocs humain, climatique ou épidémiologique, l'AH apporte une contribution directe au Mécanisme de Réponse Rapide (RRM), géré par UNICEF. L'AH s'engage aussi en faveur des personnes qui ont dû fuir le pays et soutient des projets dans certaines zones des pays voisins qui subissent les conséquences de la crise. C'est le cas de l'est du Cameroun, dans la Région de l'Adamaoua, qui accueille 256'000 réfugiés venus de la RCA où l'AH contribue à des activités de protection et de résilience. C'est également le cas au sud du Tchad, dans le Logone Oriental, qui a accueilli plus de 100'000 Centrafricains et environ 40'000 retournés tchadiens, où l'AH appuie le secteur de la santé et de la nutrition. Dans les deux zones, des approches transfrontalières sont mises en place pour mieux répondre aux besoins des populations vulnérables des deux côtés de la frontière. Mais alors que la situation humanitaire reste très préoccupante, que le nombre de déplacés internes et de réfugiés est très élevé et que la survie de presque deux tiers de la population dépend de l'aide humanitaire, la situation sécuritaire demeure précaire et imprévisible, compliquant aussi l'action humanitaire. Les groupes armés contrôlent une partie substantielle du territoire national (environ 80%), l'accès aux populations reste complexe et difficile (sécuritaire et logistique), et les attaques criminelles contre les humanitaires persistent, avec 306 incidents rapportés, dont 5 morts et 42 blessés en 2019 (le taux le plus élevé au monde).

### Les autres acteurs de la Confédération

La Suisse participe aussi, par le biais du « Crisis Prevention and Recovery Trust Fund » du Programme des Nations unies pour

le développement (PNUD), à la stabilisation de la RCA en appuyant des **initiatives relatives à la cohésion sociale.** Et avec ses partenaires européens (fonds de développement/DDC), elle appuie les structures de santé. Ensemble, ce n'est pas moins de CHF 3 millions supplémentaires qui sont injectés dans le redressement du pays.

A travers des projets menés par la Division Sécurité humaine, la Suisse contribue également à la **promotion et à la consolidation de la paix.** Dans ce cadre, elle soutient des projets visant la **lutte contre l'impunité** (appui technique à la Cour Pénale Spéciale), le **renforcement du système de justice national** ainsi que des initiatives pour la **prévention de l'extrémisme violent.**



© Radio Ndeke Luka/Fondation Hirondelle

Depuis plusieurs années, la **DDC soutient la radio Ndeke Luka à travers la Fondation Hirondelle.** Cet opérateur indépendant est un des seuls à émettre des informations dans toute la RCA.

### COVID-19 - La Suisse renforce son soutien mondial

La DDC a déjà alloué CHF 44 millions pour endiguer la propagation de COVID-19 et ses graves conséquences sociales, économiques et humanitaires. Elle adapte également de nombreux programmes d'une valeur de CHF 56 millions. Cette solidarité transfrontalière est mise sur le renforcement des revenus économiques et des moyens de subsistance des personnes dans le besoin, le renforcement des soins de santé de base et de la sécurité alimentaire, et le soutien aux réfugiés et aux personnes déplacées. Il est dans l'intérêt de la Suisse de soutenir d'autres Etats dans la gestion de la crise COVID-19 et d'empêcher ainsi la propagation de la pandémie avec ses graves conséquences. Si la pandémie devait se propager aussi rapidement dans les pays en développement, en particulier sur le continent africain, qu'elle l'a fait en Europe et en Amérique du Nord, les conséquences ne pourront être amorties qu'avec le soutien international. La tradition humanitaire de la Suisse est donc particulièrement pertinente dans la situation actuelle.

#### Informations complémentaires

DDC, Aide humanitaire et CSA  
Effingerstrasse 27, CH-3003 Bern  
Tel.: +41 (0)58 462 31 24  
E-Mail: [hh@deza.admin.ch](mailto:hh@deza.admin.ch)  
[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)

Médias: Information DFAE,  
Bundeshaus West, CH-3003 Bern  
Tel.: +41 (0)58 462 31 53  
E-Mail: [info@eda.admin.ch](mailto:info@eda.admin.ch)  
[www.eda.admin.ch](http://www.eda.admin.ch)